



Newsletter du 22 avril 2026

Initiative sur la place financière - une initiative bien intentionnée qui nuit à l'ensemble de l'économie. Genève, leader dans le domaine de la finance à l'échelon national. La FINMA ne se contente pas des instruments qu'elle a à disposition.

L'initiative sur la place financière (intitulée « Pour une place financière suisse durable et tournée vers l'avenir (initiative sur la place financière) » a été déposée. Elle entend faire prévaloir une orientation plus durable de la place financière suisse et demande que des règles contraignantes s'appliquent aux activités financières internationales qui présentent des risques climatiques et environnementaux. Pour atteindre leurs objectifs, les initiants misent sur des réglementations et des interdictions. Les établissements financiers suisses ne devraient par exemple plus être autorisés à financer ou à assurer l'exploitation et la promotion des ressources énergétiques fossiles – et pour faire respecter cette mesure, une nouvelle autorité de surveillance

devrait être créée. En réalité, cette initiative ne déploie pas d'effets écologiques réels, fait largement double emploi avec la réglementation en vigueur et entraîne de nouveaux risques pour les investisseurs. Sur un marché mondialisé comme la finance, un retrait des établissements financiers suisses imposé par l'Etat ne contribuerait ni à réduire les émissions internationales, ni à protéger efficacement la biodiversité. Au contraire, des prestataires étrangers s'empresseraient de fournir les financements concernés tout en étant soumis à des exigences moins strictes qu'en Suisse, voire à aucune réglementation comparable. Dans tous les cas, il faudra rejeter cette initiative.

- [Agefi](#) / [RTS](#) / [Le Temps](#)

- [NZZ](#) / [tippintpoint.ch](#) / [Blick](#)

La « Tribune de Genève » s'intéresse à la Romandie en tant que place financière qu'elle désigne comme « *championne de la finance* ». Avec plus d'un quart des banques du pays et une valeur ajoutée brute de CHF 8,7 milliards, le secteur est un atout pour la dynamique économique de toute la Suisse. Un secteur bancaire fort en Suisse

romande agit comme un moteur: chaque emploi induit quasiment un autre emploi dans le reste de l'économie, soit 245 800 emplois indirects au niveau national. Genève se hisse même au deuxième rang mondial des places fintech, selon la FinTech Study 2026 de l'IFZ, derrière Singapour mais devant Zurich.

- [TdG](#)



La FINMA a publié son [rapport annuel](#) 2025, dans lequel elle expose ses priorités de l'année écoulée : poursuite d'une surveillance proportionnée et fondée sur les risques, renforcement de la résilience des établissements assujettis, détection précoce de risques croissants et mise en œuvre de mesures efficaces en faveur de la protection des clients. Le gendarme des marchés financiers a répété son soutien aux mesures proposées par le Conseil fédéral dans sa législation TBTF et a indiqué qu'il souhaite disposer de nouveaux outils et de nouvelles prérogatives. Il ne faut pas oublier que ce sera au parlement de trancher ces questions. Il semble que le vent a tourné récemment dans le monde politique, qui voit le travail de la FINMA d'un œil de plus en plus critique. Les nombreuses interventions parlementaires en sont la preuve. Par ailleurs, les effectifs de la FINMA ont été renforcés : de 617 postes en 2025 contre 554 l'année précédente – peut-on déduire de ces chiffres que les établissements financiers devront faire face à davantage d'interventions ?

- [Allnews.ch](#) / ['Agefi](#) / [swissinfo](#)

En même temps, « finews.ch » publie une chronique d'un professeur émérite d'économie des marchés financiers, qui indique que les tendances actuelles en matière de réglementation bancaire nuisent à la place financière. Les exigences en matière de fonds propres prévues par le Conseil fédéral ne font qu'aggraver la situation. Sa conclusion : le Conseil fédéral est en train d'affaiblir la place financière.

Le directeur de l'ABPS consacre sa dernière chronique à ce sujet et rappelle qu'une place financière ne saurait se réduire à sa seule stabilité. Afin de rester compétitive, elle doit rester dynamique, préserver sa capacité d'adaptation et continuer à favoriser l'innovation. Dans ce contexte, notre régulateur joue un rôle primordial : il faut éviter que la pratique de surveillance de la FINMA ne remette en question l'équilibre subtil dont dépend une place financière saine.

- [NZZ](#) / [finews.ch](#) / [finews.ch](#)

L'Association de Banques Privées Suisses (ABPS) compte 7 banques membres qui gèrent plus de 1100 milliards de francs et emploient près de 10 000 collaborateurs dans le monde, dont environ deux tiers en Suisse. A travers un secrétariat permanent basé à Genève, l'ABPS assure la défense et la représentation des intérêts des banques privées suisses, spécialisées dans la gestion de fortune.

Les membres de l'ABPS sont : Bordier & Cie SCmA, E. Gutzwiller & Cie Banquiers, Banque Lombard Odier & Cie SA, Mirabaud & Cie SA, Banque Pictet & Cie SA, Rahn+Bodmer Co. et Reichmuth & Co.